



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE DE
POLITIQUE MONETAIRE**

Fin Juin 2018

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	2
RESUME ANALYTIQUE.....	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	5
1.1. Croissance du PIB mondial.....	5
1.2. Commerce mondial.....	6
1.3. Evolution des prix des matières premières et inflation	7
1.4. Politique monétaire dans les pays développés.....	8
1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA	9
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....	11
2.1. Production et prix	11
2.2. Secteur extérieur.....	13
2.2.1. Commerce extérieur	13
2.2.2. Balance des paiements	15
2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs.....	16
2.2.4. Opérations sur le Marché Interbancaire de Devises (MID)	16
2.3. Finances publiques.....	17
2.4. Secteur monétaire	19
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts	19
2.4.2. Base monétaire	21
2.4.3. Masse monétaire et ses contreparties	22
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière.....	23
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire.....	24
2.5.2. Qualité du portefeuille crédits.....	25
2.5.3. Adéquation du capital.....	27
2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire	28
3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE	29

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
AIN	: Avoirs Intérieurs Nets
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
KES	: Shilling Kenyan
M2	: Masse monétaire M2
M3	: Masse Monétaire M3
MBIF	: Million de Francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBCDE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique
MID	: Marché Interbancaire de Devises
MUSD	: Millions de dollar américain
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economiques
PIB	: Produit Intérieur Brut
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution des Eaux et d'Electricité
RWF	: Franc Rwandais
T	: Tonne
TZS	: Shilling Tanzanien
UGX	: Shilling Ougandais
USD	: Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

Par rapport au trimestre précédent, l'activité économique mondiale a légèrement progressé au deuxième trimestre 2018. Le taux de croissance dans les principaux pays de l'OCDE s'est établi à 0,6 contre 0,5%. Au cours de la même période, l'inflation a augmenté en rapport avec la forte hausse du prix du pétrole sur le marché international.

Selon les prévisions du FMI de juillet 2018, le taux de croissance de l'économie mondiale se maintiendrait à 3,9% en 2018 comme initialement prévu, contre 3,7% en 2017, notamment en liaison avec les conditions financières favorables et les effets positifs attendus de la politique budgétaire américaine expansionniste.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique devrait atteindre 3,4% en 2018 contre 2,8% en 2017, et serait tirée par la reprise de l'activité économique des pays producteurs des produits de base suite au redressement des prix des matières premières.

Dans la Communauté de l'Afrique de l'Est, l'activité économique s'améliorerait en 2018 avec un taux de croissance de 5,8% contre 5,2% en 2017, et serait largement supérieure à celle de l'Afrique subsaharienne (3,4%), en rapport avec la bonne production agricole, les investissements publics en infrastructures et les investissements directs étrangers dans les télécommunications, l'exploration et l'extraction pétrolière.

Au Burundi, les principales productions du secteur primaire notamment la production vivrière, la production du café et la récolte du thé se sont accrues au deuxième trimestre 2018. Par conséquent, l'inflation trimestrielle a sensiblement baissé, s'établissant à -1,1% contre 17,9% enregistré au même trimestre de 2017.

Pour l'année 2018, la croissance économique est estimée à 4,0 contre 2,8% en 2017, en rapport avec l'amélioration de l'activité dans tous les secteurs. L'inflation pourrait également diminuer pour s'établir à 4,4% contre 16,1% enregistrée en 2017.

La balance des paiements du deuxième trimestre 2018 a dégagé un besoin de financement plus élevé que celui du même trimestre 2017 (-129.368,3 contre -81.874,7 MBIF). Cette aggravation a résulté de la hausse du déficit du compte courant. Les réserves officielles de change ont diminué de 29,1% en glissement annuel et couvraient 1,2 contre 1,7 mois d'importations de biens et services au deuxième trimestre 2017.

Les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un déficit budgétaire plus profond que celui du trimestre correspondant de 2017 (-95.881,7 contre -65.466,8 MBIF). Ce déficit a été principalement financé par l'endettement intérieur net.

Les réserves des banques commerciales ont baissé au deuxième trimestre 2018 entraînant les banques à recourir au refinancement de la Banque Centrale qui s'est établi à 237.869 MBIF, en moyenne hebdomadaire, contre 165.029 MBIF au trimestre précédent et 89.470 MBIF à la même période de 2017.

La base monétaire et la masse monétaire se sont accrues respectivement de 6,7% et 4,5% d'un trimestre à l'autre, et de 18,3% et 15,5% en glissement annuel, en liaison principalement avec l'augmentation des avoirs intérieurs nets.

Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé au deuxième trimestre 2018 et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées. Tous les principaux indicateurs de solidité et de rentabilité financière se sont améliorés.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

Par rapport au trimestre précédent, l'activité économique des principaux pays de l'OCDE s'est légèrement améliorée au deuxième trimestre 2018, avec un taux de croissance de 0,6% contre 0,5% au premier trimestre. Cependant, en glissement annuel, la croissance s'est stabilisée à 2,5%.

Tableau 1: PIB trimestriel des principaux pays avancés

	Glissement trimestriel		Glissement annuel	
	T1-2018	T2-2018	T2-2017	T2-2018
OCDE - Total	0,5	0,6	2,5	2,5
Zone euro	0,4	0,4	2,5	2,2
Sept grands	0,3	0,7	2,1	2,1
Allemagne	0,4	0,5	2,2	1,9
Canada	0,3	n.d.	3,8	n.d.
États-Unis	0,5	1,0	2,1	2,8
France	0,2	0,2	2,3	1,7
Italie	0,3	0,2	1,6	1,1
Japon	-0,2	0,5	1,6	1,0
Royaume-uni	0,2	0,4	1,8	1,3

Source : OCDE (2018), PIB trimestriel

La croissance du PIB a fortement accéléré aux Etats-Unis (1,0 contre 0,5%) et au Japon (0,5 contre -0,2%). Elle s'est accrue de façon modérée en Allemagne (0,5 contre 0,4%) et au Royaume-Uni (0,4 contre 0,2%) tandis qu'elle est restée stable en France (0,2%).

Selon les prévisions du FMI de juillet 2018, le taux de croissance économique mondiale se maintiendrait à 3,9% en 2018 comme initialement prévu, contre 3,7% en 2017. Dans les pays avancés, la croissance de l'activité économique devrait atteindre 2,4% en 2018 comme en 2017, grâce, notamment, aux conditions financières favorables et aux effets positifs attendus de la politique budgétaire plus expansionniste aux Etats Unis, ce qui va tirer la croissance de l'économie américaine (2,9 contre 2,3% en 2017).

Tableau 2: Croissance économique mondiale

	2016	2017	2018(p)
Production mondiale	3,2	3,7	3,9
Pays avancés	1,7	2,4	2,4
Etats-Unis	1,5	2,3	2,9
Zone euro	1,8	2,4	2,2
Japon	1,0	1,7	1,0
Royaume-Uni	1,8	1,7	1,4
Pays émergents et pays en développement	4,4	4,7	4,9
Chine	6,7	6,9	6,6
Inde	7,1	6,7	7,3
Afrique subsaharienne	1,5	2,8	3,4
Nigeria	-1,6	0,8	2,1
Afrique du Sud	0,6	1,3	1,5

Source: FMI, *Perspectives économiques mondiales, juillet 2018*

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique pourrait s'accroître de 4,9% en 2018 contre 4,7% en 2017, suite à une forte croissance des pays émergents d'Asie notamment l'Inde (7,3 contre 6,7% en 2017) en dépit d'une légère décélération en Chine (6,6 contre 6,9% en 2017).

En Afrique subsaharienne, la croissance économique devrait s'accélérer pour atteindre 3,4% en 2018 contre 2,8% en 2017, en raison de l'amélioration de l'activité économique dans les pays producteurs du pétrole et d'autres produits de base.

1.2. Commerce mondial

En 2018, le volume du commerce mondial devrait progresser de 4,8% contre 5,1% en 2017. Ce ralentissement serait notamment lié aux tensions commerciales croissantes entre les Etats-Unis et le reste du monde en rapport avec le relèvement des droits de douane sur diverses importations provenant de ses principaux pays partenaires commerciaux.

Tableau 3 : Perspectives du commerce mondial (en %)

	2016	2017	2018(p)
Commerce mondial (biens et services)	2,2	5,1	4,8
Pays avancés	2,2	4,2	4,3
Pays émergents et en développement	2,2	6,7	5,7

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale, Juillet 2018*

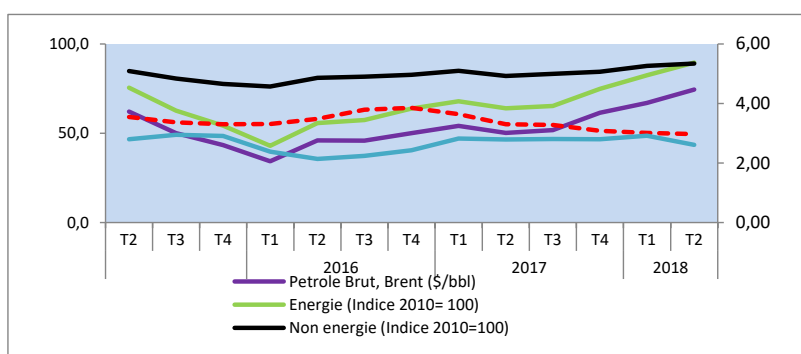
Dans les pays avancés, le volume du commerce augmenterait légèrement de 0,1 point de pourcentage par rapport à 2017 pendant que dans les pays émergents et pays en développement, le commerce ralentirait de 1 point.

1.3. Evolution des prix des matières premières et inflation

Au cours du deuxième trimestre 2018, les prix des matières premières ont poursuivi leur remontée à l'exception du café arabica et du thé dont les prix ont baissé. En effet, le cours du pétrole brut (Brent) est passé de 66,95 à 74,5\$/bbl d'un trimestre à l'autre. Le prix du café arabica s'est établi à 2,98 contre 3,01 \$/kg et celui du thé aux enchères de Mombassa s'est établi à 2,61 contre 2,92 \$/kg.

Les indices des principaux groupes de produits ont augmenté. En effet, l'indice de l'énergie a progressé d'un trimestre à l'autre, passant de 82,40 à 89,60 et celui des produits non énergétiques de 87,70 à 89,00.

Graphique 1 : Prix des matières premières



Source: Banque Mondiale, Prix des matières premières, septembre 2018

Suite au rebond des prix du pétrole et d'autres matières premières, l'inflation globale s'est accélérée au deuxième trimestre 2018 dans la plupart des principaux pays avancés et émergents.

Tableau 4: Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en glissement annuel)

	T2-2017	T1-2018	T2-2018
Chine	1,40	2,17	1,83
États-Unis	1,90	2,21	2,71
Japon	0,37	1,30	0,63
Zone euro	1,52	1,26	1,70
OCDE - Total	2,14	2,22	2,53

Source: OCDE (2018), Inflation

Par rapport au trimestre précédent, elle a augmenté aux États-Unis (2,71 contre 2,21%) et dans la Zone euro (1,70 contre 1,26%) mais a baissé au Japon (0,63 contre 1,30%). L'inflation a également baissé dans les principaux pays émergents notamment en Chine (1,83 contre 2,17%).

1.4. Politique monétaire dans les pays développés

Au deuxième trimestre 2018, les banques centrales des pays avancés ont gardé leurs politiques monétaires accommodantes mais à des degrés divers.

Aux États-Unis, compte tenu de l'amélioration des conditions de marché du travail et du relèvement de l'inflation, la Réserve Fédérale a décidé de porter la fourchette cible du taux des fonds fédéraux de 1,75 à 2,0%. Toutefois, la position globale de la politique monétaire américaine reste accommodante afin de soutenir et de renforcer les conditions de marché du travail et favoriser un retour soutenu à une inflation proche de 2%.

Dans la Zone euro, la BCE a gardé ses taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt inchangés, soit respectivement 0,00%, 0,25% et -0,40%. La BCE prévoit, vers la fin de l'année 2018, de réduire le rythme mensuel de rachats d'actifs financiers.

La Banque du Japon (BoJ) n'a pas changé sa politique monétaire estimant que l'expansion économique reste modérée et que l'objectif d'inflation de 2% est loin d'être réalisé. La Banque a gardé ses taux négatifs (-0,1%) et a reconduit son vaste programme de rachats d'actifs.

1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA

Au cours du deuxième trimestre 2018, l'activité économique s'est accrue dans tous les pays de la Communauté Est Africaine (CEA) en rapport avec la bonne production agricole, investissements en infrastructures et l'exploration pétrolière.

Selon les prévisions du FMI d'avril 2018, l'activité économique de la CEA s'améliorerait en 2018, avec un taux de croissance de 5,8% contre 5,2% enregistré en 2017. Les pays de la CEA enregistreraient des taux de croissance dépassant celui de l'Afrique subsaharienne (3,4%) et variant entre 4,0 et 7,2%.

Tableau 3: Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en %)

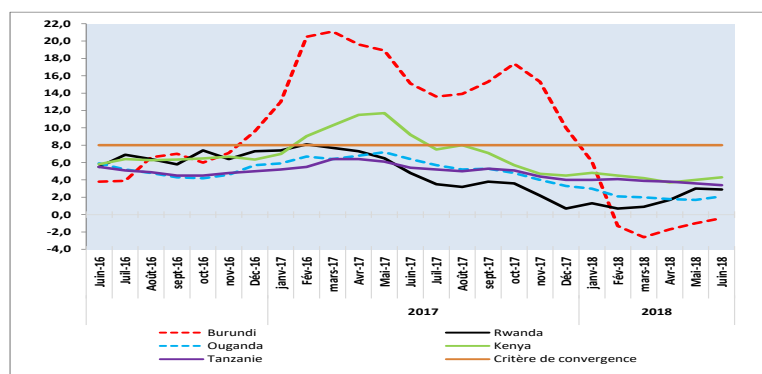
	2015	2016	2017	2018 (proj.)
Burundi*	-0,4	2,8	2,8	4,0
Rwanda	8,9	6,0	6,1	7,2
Tanzanie	7,0	7,0	6,0	6,4
Ouganda	5,7	2,3	4,5	5,2
Kenya	5,7	5,8	4,8	5,5
CAE	6,1	5,4	5,2	5,8
AfSS	3,4	1,6	2,8	3,4

Source : FMI, Perspectives économiques régionales : AFSS, avril 2018

* Les données sont tirées du Cadrage macroéconomique du Burundi, mars 2018

La tendance à la baisse des prix observée au premier trimestre s'est inversée au cours du deuxième trimestre 2018 dans tous les pays de la CEA, à l'exception de la Tanzanie qui a enregistré la baisse (3,6 contre 4,0%). Toutefois, elle est restée en dessous du critère de convergence de 8%.

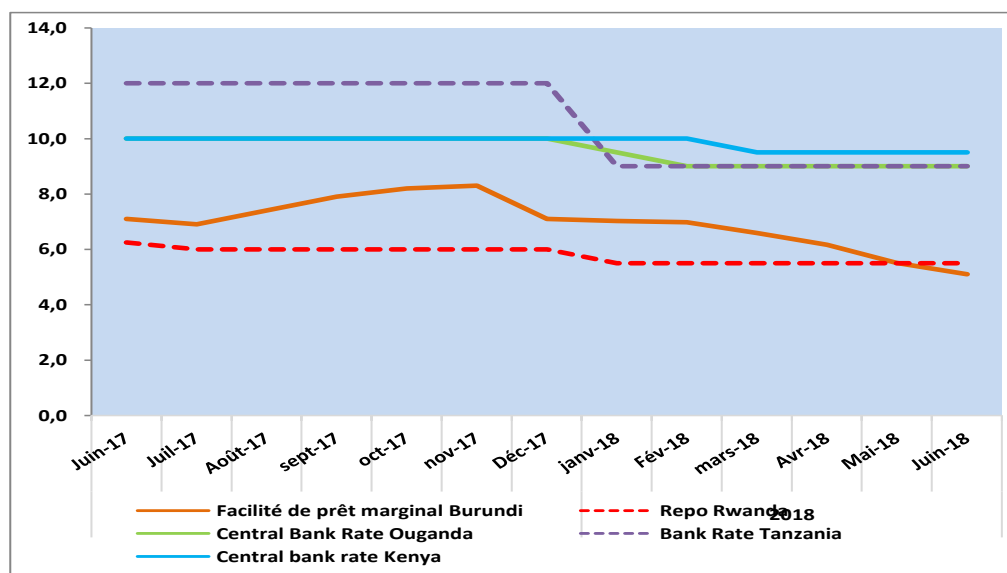
Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

En dépit de la remontée des prix dans la plupart des pays de la CEA au cours du premier trimestre 2018, les banques centrales ont poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes en vue de stimuler davantage l'activité économique.

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Au cours du deuxième trimestre 2018, à l'exception de la Banque de la République du Burundi toutes les banques centrales ont maintenu inchangé leurs taux de refinancement : la Banque Nationale du Rwanda (5,5%), du Kenya (9,5%), de l'Ouganda (9,0%) et de la Tanzanie (9,5%). Au Burundi, le taux de la facilité de prêt marginal s'est établi, en moyenne trimestrielle, à 5,58 contre 6,86% au trimestre précédent.

D'un trimestre à l'autre, les taux de change des monnaies des pays de la CEA se sont globalement stabilisés par rapport au dollar américain à l'exception du shilling ougandais qui s'est déprécié de 5,2%.

Tableau 4 : Taux de change de l'USD par rapport aux monnaies des pays de la CEA (fin de période)

	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
Juin-17	2 230,14	830,20	3 590,90	103,71	1 720,80
Mars-18	2 248,62	852,68	3 686,89	100,85	1 775,59
Juin-18	2 266,43	859,76	3 879,54	101,05	1 779,29
Variation juin-18/Juin-17 (%)	1,6	3,6	8,0	-2,6	3,4
Variation Juin-18/mars-18 (%)	0,8	0,8	5,2	0,2	0,2

Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

En glissement annuel, le shilling ougandais s'est fortement déprécié (+8,0%) pendant que le franc Burundi (+3,4%), le franc rwandais (+3,6%), le shilling tanzanien (+1,6%) se sont légèrement dépréciés par rapport au dollar américain. En revanche, le shilling kenyan s'est apprécié de 2,6%.

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

Au deuxième trimestre de 2018, les principales productions du secteur primaire notamment la production vivrière, du café et celle du thé se sont accrues. Dans le secteur tertiaire, les marchandises transitant au port de Bujumbura ont progressé tandis qu'au niveau du secteur secondaire, la production industrielle s'est repliée.

La production du café vert s'est accrue de 1.079 T au deuxième trimestre 2018, s'établissant à 2.086 contre 1.007 T à la même période de 2017. De même, celle du thé sec a progressé de 7,5% au cours de la même période, passant de 3.180 à 3.417 T en liaison avec la bonne pluviosité.

La production industrielle a fléchi par rapport au même trimestre de l'année précédente, l'indice moyen de la production industrielle ayant diminué de 4,9%, suite principalement à la baisse de la production dans les branches des industries alimentaires (-4,8%), en particulier la production de sucre (-90,2%) et de cigarettes (-8,1%). La production de la branche des industries chimiques a également reculé (-7,3%), surtout la production de peintures (-16,2%) et de savons (-9,4%). Comparé au trimestre précédent, l'indice moyen pondéré de la production industrielle a légèrement augmenté de 0,6%, passant de 117,9 à 118,6.

La production d'électricité de la REGIDESO a augmenté de 58,1% par rapport au même trimestre de 2017, passant de 37.826 à 59.815 Mégawatts en liaison avec l'abondante pluviométrie et à la location d'une centrale thermique. De même, la production s'est accrue de 7,6% par rapport au trimestre précédent.

Le volume des marchandises transitant au port de Bujumbura a progressé de 12,9% par rapport au trimestre correspondant de 2017. De même, par rapport au trimestre précédent, il a augmenté de 19,9%, en rapport essentiellement avec la hausse des importations de ciment et de clinker.

A l'aéroport international de Bujumbura, le nombre de passagers s'est accru de 31,7% en glissement annuel et de 4,4% par rapport au trimestre précédent. Le trafic des aéronefs a augmenté de 15,6% en glissement annuel et s'est, par contre, replié de 4,1% comparé au trimestre précédent.

Dans les perspectives, le taux de croissance du PIB pour l'année 2018 est estimé à 4,0% contre 2,8% en 2017, en liaison essentiellement avec l'amélioration de l'activité dans tous les secteurs.

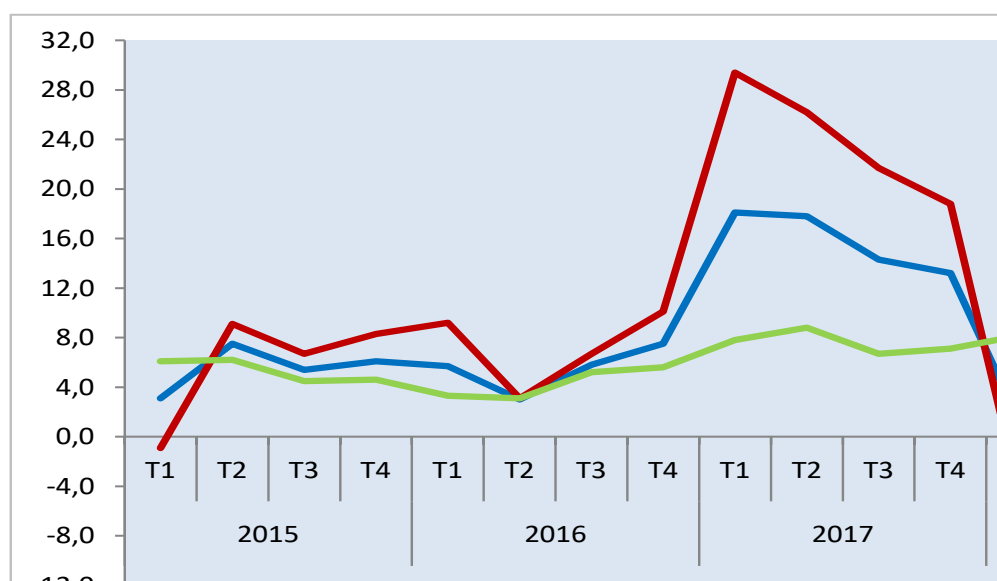
Tableau 5 : Croissance du PIB réel et inflation (en %)

	2014	2015	2016	2017 (p.)	2018 (prév.)
1. Croissance du PIB réel	4,2	-0,4	2,8	2,8	4,0
Secteur primaire	-3,6	-2,0	1,5	-1,1	3,6
Secteur secondaire	6,2	-8,1	1,8	-1,9	3,9
Secteur tertiaire	8,8	5,7	4,6	3,8	4,3
2. Inflation	4,4	5,5	5,6	16,1	4,4

Source : Cadrage macroéconomique du Burundi, mars 2018

Par rapport au second trimestre de 2017, l'inflation globale a chuté (-1,1 contre 17,8%), en liaison avec la baisse de l'inflation alimentaire (-8,7 contre 26,2%) et non alimentaire (8,7 contre 8,8%). De même, l'inflation a fléchi d'un trimestre à l'autre (-1,1 contre 0,7%), suite à la baisse de l'inflation alimentaire (-8,7 contre -5,5%), l'inflation non alimentaire ayant légèrement augmenté (8,7 contre 8,2%).

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)



Source : BRB sur base des données de l'ISTEEBU

En moyenne annuelle, l'inflation pourrait baisser à 4,4% en 2018 contre 16,1% enregistrée l'année précédente, tirée principalement par la diminution des prix des produits alimentaires.

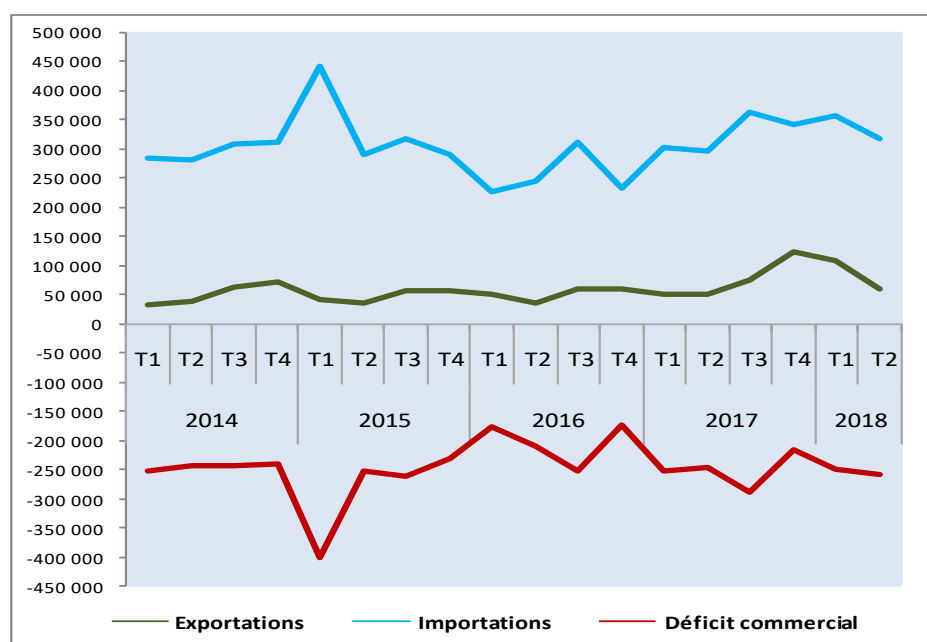
2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Commerce extérieur

Au deuxième trimestre 2018, le déficit commercial s'est creusé par rapport à celui de la même période de 2017, se situant à -261.222,7 contre -247.214,6 MBIF, suite à la hausse plus importante des importations (+22.981,0 MBIF) que celle des exportations (+8.972,9 MBIF). Le taux de couverture commerciale s'est amélioré, s'établissant 18,3 contre 16,7% un an auparavant, en raison d'une plus forte augmentation annuelle des exportations par rapport à celle des importations.

Les importations ont augmenté de 7,7% au deuxième trimestre 2018, s'établissant à 319.633 contre 296.652 MBIF à la même période de 2017, suite à la hausse des importations des biens de production (137.777 contre 107.127 MBIF) et d'équipement (65.363 contre 43.975 MBIF). En revanche, les importations de biens de consommation ont baissé pendant la même période, passant de 145.550 à 116.493 MBIF.

Graphique 5 : Evolution des échanges extérieurs (MBIF)

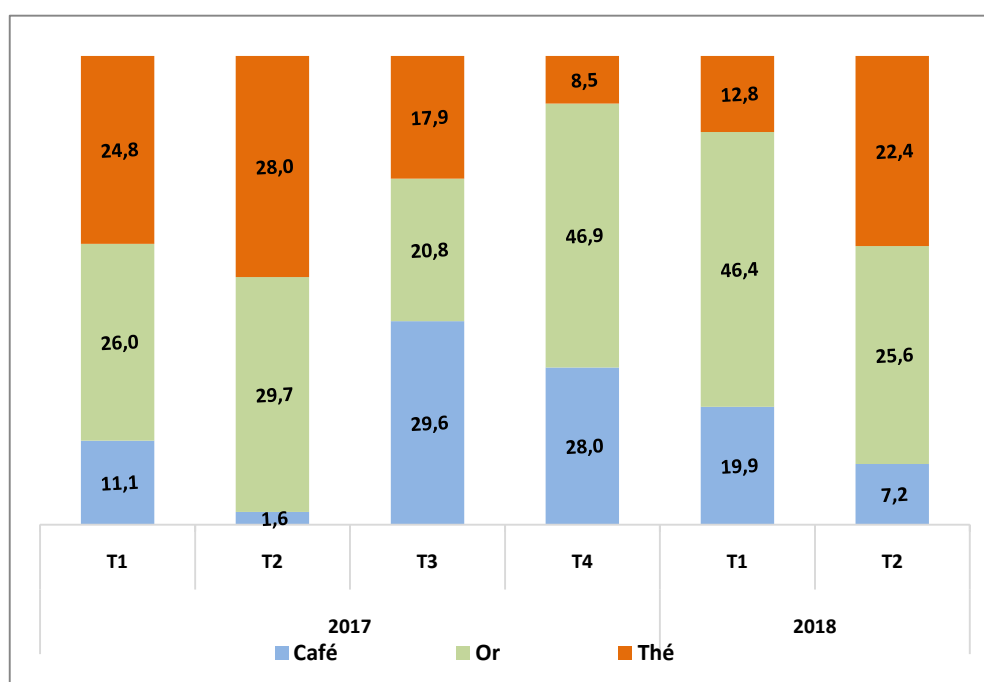


Source : BRB

L'augmentation des importations de biens de production a essentiellement porté sur les huiles minérales (+21.830 MBIF) et les biens destinés à la métallurgie (+9.282 MBIF). L'accroissement des importations des biens d'équipement a concerné tous les types de biens, principalement les chaudières et engins mécaniques (+9.680 MBIF) et les tracteurs, véhicules et engins de transport (+6.654 MBIF). Le repli des importations de biens de consommation a concerné, en grande partie, les produits pharmaceutiques (-14.129 MBIF), les textiles (-9.379 MBIF) et les biens alimentaires (-5.340 MBIF).

Les exportations se sont accrues (+18,2%), atteignant 58.410,3 contre 49.437,4 MBIF à la même période de l'année précédente, tirées par les exportations des produits primaires (41.729,6 contre 34.125,7 MBIF) et dans une moindre mesure par les produits manufacturés (16.680,7 contre 15.311,7 MBIF).

Graphique 6 : Evolution des parts des principaux produits exportés (en%)



Source : BRB

L'accroissement des exportations des produits primaires a essentiellement porté sur les minerais de niobium (+5.009,2 MBIF) et le café (+3.382,2 MBIF).

2.2.2. Balance des paiements

Au deuxième trimestre 2018, la balance des paiements a dégagé un important besoin de financement comparé à celui enregistré au même trimestre de 2017 (-129.368,3 contre -81.874,7 MBIF). Cette situation est liée à la détérioration du déficit du compte courant (-196.736,2 contre -122.611,9 MBIF) en dépit de l'augmentation de l'excédent du compte de capital (67.367,9 contre 40.737,2 MBIF).

Tableau 6: Balance des paiements (en MBIF)

	T2-2017	T2-2018
COMPTE COURANT (a+b+c+d)	-122 611,9	-196 736,2
crédit	242 554,6	195 478,8
débit	365 166,5	392 215,0
a) Biens	-203 929,8	-212 905,9
crédit	49 437,4	58 410,3
débit	253 367,2	271 316,2
b) Services	-71 252,5	-80 403,7
crédit	24 208,8	19 488,7
débit	95 461,3	99 892,5
c) Revenus primaires	1 876,3	-513,4
crédit	7 543,8	7 516,4
débit	5 667,6	8 029,8
d) Revenus secondaires	150 694,1	97 086,8
crédit	161 364,6	110 063,3
débit	10 670,5	12 976,5
COMPTE DE CAPITAL	40 737,2	67 367,9
crédit	40 942,7	67 777,9
débit	205,4	410,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (du compte courant et du compte de capital)	-81 874,7	-129 368,3
COMPTE FINANCIER (i+ii+iii+iv+v)		
Capacité (+) / besoin (-) de financement (du compte financier)	-24 394,0	-94 108,5
i) Investissements directs	17,2	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	17,2	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
ii) Investissements de portefeuille	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
iii) Dérivés financiers et options sur titres (net)	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
iv) Autres investissements	-29 151,2	-95 581,1
Acquisition nette d'actifs financiers	68 853,7	28 019,3
Accroissement net de passifs	98 004,9	123 600,4
<i>dont: Droits de Tirage Spéciaux</i>	6 348,1	-6 007,9
v) Avoirs de réserves	4 740,0	1 472,6
ERREURS ET OMISSIONS	57 480,7	35 259,9

Source : BRB

La détérioration du compte courant est liée, en grande partie, à la forte baisse des revenus secondaires, qui sont passés de 150.694,1 à 97.086,8 MBIF et, dans une moindre mesure, à l'augmentation des soldes déficitaires des services (-212.905,9 contre -203.929,8 MBIF) et des biens (-80.403,7 contre -71.252,5 MBIF).

La baisse des revenus secondaires a concerné les transferts du secteur public (9.620,6 contre 65.534,9 MBIF). L'augmentation du déficit des services a principalement porté sur les services de transport (-68.436,9 contre -61.114,4 MBIF).

Le compte financier s'est soldé par un déficit plus profond au deuxième trimestre 2018, s'établissant à -94.108,5 contre -24.394,0 MBIF à la même période de 2017, suite à la hausse du solde déficitaire des autres investissements (-95.581,1 contre -29.151,2 MBIF).

2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs

A la fin du second trimestre 2018, les avoirs extérieurs ont baissé de 0,8% en glissement trimestriel et de 12,0% en glissement annuel.

Tableau 7: Evolution des avoirs extérieurs (en MUSD)

	Fin de période			variation	
	juin-17	mars-18	juin-18	trimestrielle	annuelle
BRB	116,20	86,50	83,70	-3,2	-28,0
Dont: Réserves officielles	103,80	72,90	73,60	1,0	-29,1
Banques commerciales	89,00	95,50	96,80	1,4	8,8
Total des avoirs extérieurs	205,20	182,00	180,50	-0,8	-12,0

Source : BRB

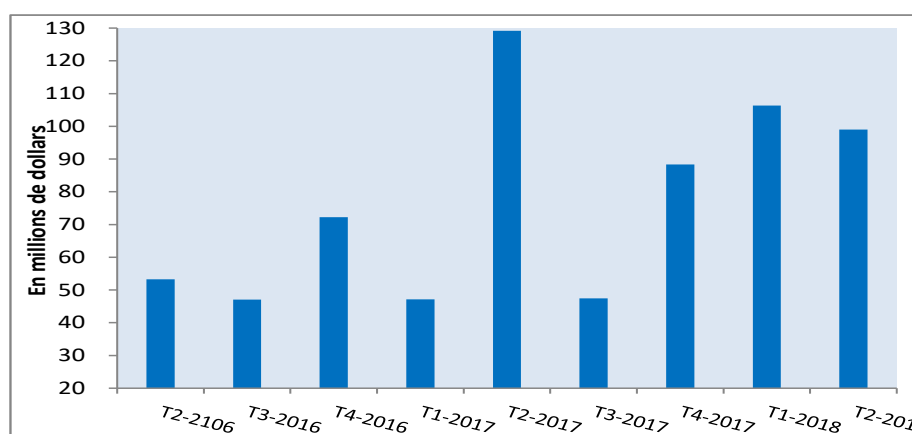
Les avoirs extérieurs de la BRB ont baissé de 3,2% à fin juin 2018 par rapport au trimestre précédent et de 28,0% par rapport à la même période de 2017. Par contre, ceux des banques commerciales ont progressé de 1,4% d'une fin de trimestre à l'autre et de 8,8% en glissement annuel.

Les réserves officielles se sont légèrement accrues de 1,0% par rapport au trimestre précédent, passant de 72,9 à 73,60 MUSD. Elles ont baissé de 29,1% en glissement annuel et couvraient 1,2 contre 1,7 mois d'importations de biens et services au deuxième trimestre 2017.

2.2.4. Opérations sur le Marché Interbancaire de Devises (MID)

Les interventions de la BRB sur le marché interbancaire des devises ont diminué au deuxième trimestre 2018 par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 99,0 contre 106,4 MUSD. Par rapport à la même période de 2017, ces interventions s'élevaient à 53,3 MUSD.

Graphique 7 : Interventions de la BRB sur le MID



Source : BRB

2.3. Finances publiques

Le déficit budgétaire (dons inclus) du deuxième trimestre 2018 s'est détérioré par rapport à celui du trimestre correspondant de l'année précédente, suite à l'augmentation plus accrue des dépenses que celle des recettes publiques.

Tableau 8 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	2017	2018	
	2ème trim	1er trim	2ème trim
A. RECETTES ET DONNS	211 580,0	264 499,1	271 109,8
1. Recettes	170 754,7	212 518,0	203 485,7
Recettes fiscales	170 754,7	212 518,0	203 485,7
Recettes exceptionnelles	0,0	0,0	0,0
2. Dons	40 825,3	51 981,0	67 624,1
courants	0,0	0,0	0,0
en capital	40 825,3	51 981,0	67 624,1
B. DEPENSES	277 046,9	313 619,4	366 991,5
1. Dépenses courantes	211 266,2	230 798,1	238 149,9
dont Salaires	96 191,4	102 164,1	100 063,2
2. Dépenses en capital	65 780,7	82 821,3	128 841,6
Sur ressources nationales	22 104,7	25 156,1	49 121,8
Sur prêts et dons extérieurs	43 676,0	57 665,2	79 719,8
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)	-65 466,8	-49 120,3	-95 881,7
C. FINANCEMENT	65 466,8	49 120,3	95 881,7
Financement extérieur net	833,9	2 274,2	8 149,7
Financement intérieur net	64 479,4	14 948,4	69 250,8
D. Erreurs et omission	153,5	31 897,7	18 481,2

Source : MFBCDE

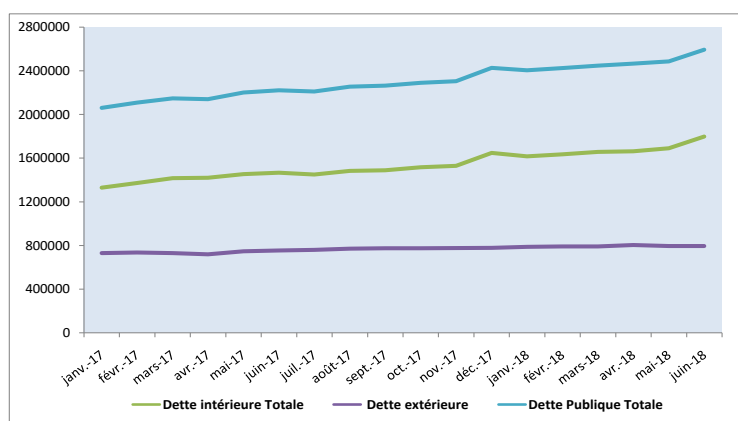
Les recettes ont progressé de 19,2% par rapport à celles de la même période de 2017, passant de 170.754,7 à 203.485,7 MBIF alors qu'elles ont baissé de 4,3% par rapport au trimestre précédent. Les dons en capital se sont établis à 67.624,1 contre 40.825,3 MBIF au deuxième trimestre de 2017. Par rapport au trimestre précédent, ils se sont accrus de 30,1%.

Les dépenses cumulées ont progressé de 32,5% en glissement annuel, passant de 277.046,9 à 366.991,5 MBIF. Cette progression a résulté de l'accroissement des dépenses courantes (+26.883,7 MBIF) et des dépenses d'investissement (+63.060,9 MBIF). Par rapport au trimestre précédent, elles ont augmenté de 17,0%.

Le déficit budgétaire s'est creusé, s'établissant à -95.881,7 contre -65.466,8 MBIF au trimestre correspondant de 2017. Ce déficit a été principalement financé par un endettement intérieur net de 69.250,8 MBIF.

La dette publique s'est accrue de 16,8% en glissement annuel, passant de 2.221,3 à 2.593,6 Mds de BIF et a progressé de 5,7% par rapport au trimestre précédent. L'encours de la dette intérieure a augmenté de 22,6% en glissement annuel, passant de 1.466,6 à 1.798,1 Mds de BIF et s'est accrue de 8,5% d'un trimestre à l'autre. Elle représente 69,3% de la dette publique totale et est principalement constituée des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale.

Graphique 8 : Evolution de la dette publique (en MBIF)



Source : BRB

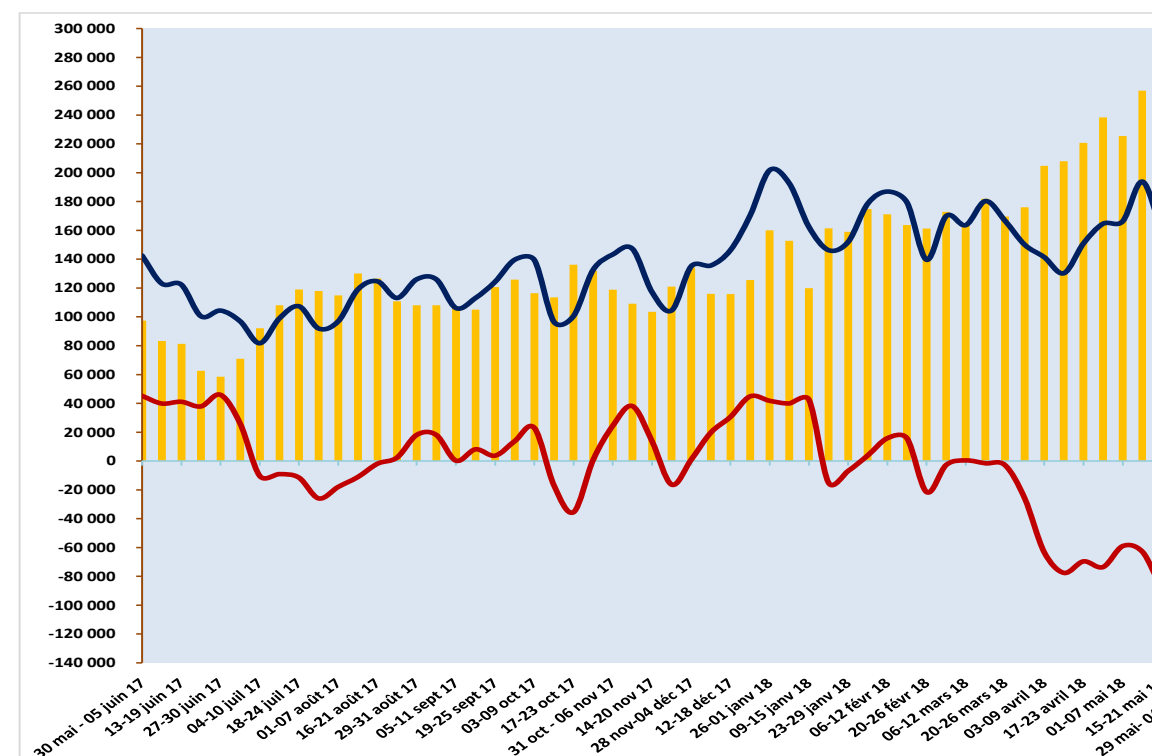
La dette extérieure a également augmenté en glissement annuel (+5,4%), passant de 754,4 à 795,4 Mds de BIF, en liaison avec les nouveaux tirages (+25.294,3 MBIF) et les plus values de réévaluation (+33.653,4 MBIF) partiellement contrebalancé par l'amortissement de la dette en principal (17.995,9 MBIF). Elle est constituée de la dette multilatérale (77,5%), bilatérale (13,2%) et des autres créanciers (9,3%).

2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Les réserves des banques ont diminué au deuxième trimestre 2018 par rapport au premier trimestre 2018. Sans interventions de la Banque Centrale, elles se sont établies à - 83.869 contre 5.226 MBIF, en moyenne hebdomadaire, et s'élevaient à 47.831 MBIF au même trimestre de 2017.

Graphique 9: Réserves des banques et interventions de la BRB

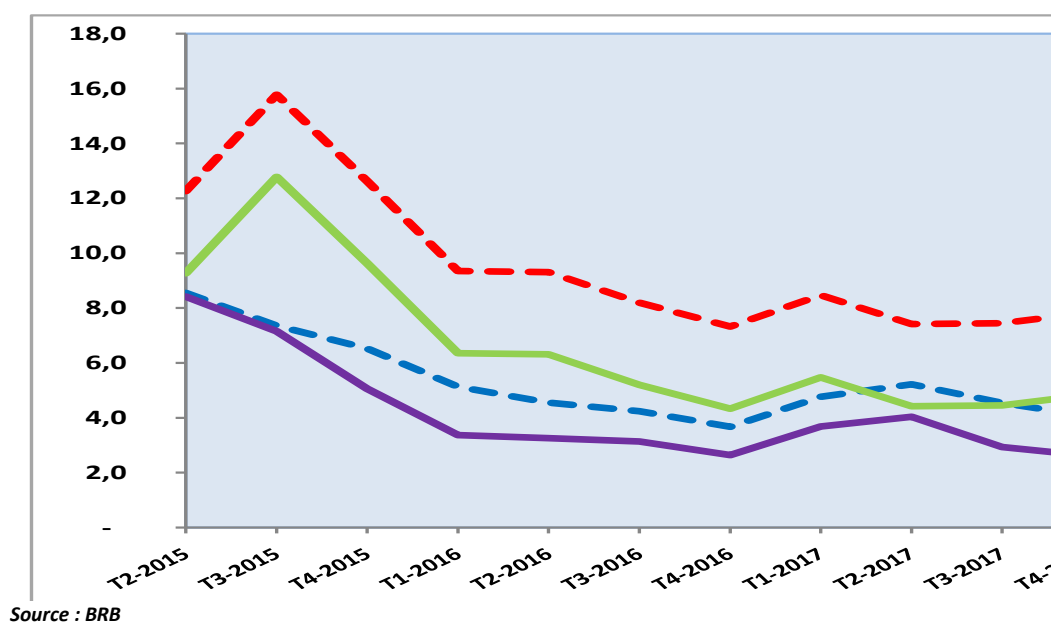


Source : BRB

Suite à la diminution de leurs réserves, les banques commerciales ont intensifié leur recours au refinancement de la Banque Centrale. En effet, l'encours du refinancement s'est élevé à 237.869 MBIF, en moyenne hebdomadaire, contre 165.029 MBIF au trimestre précédent et 89.470 MBIF à la même période de 2017.

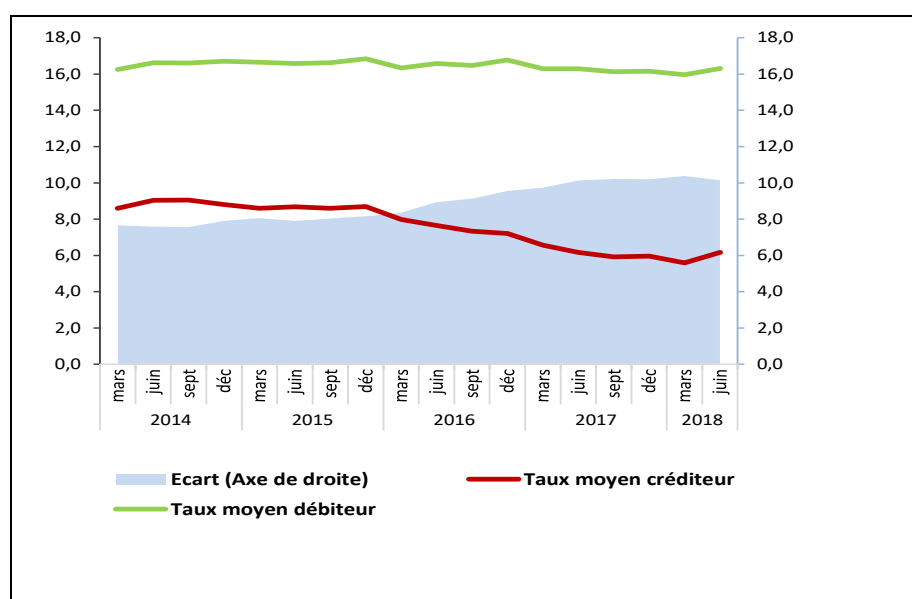
Les taux d'intérêt du marché monétaire ont globalement augmenté au deuxième trimestre 2018. En effet, le taux d'intérêt moyen interbancaire est passé de 3,71 à 4,31% et celui sur les apports de liquidité par appel d'offres est passé de 2,71 à 3,53% d'un trimestre à l'autre. En revanche, le taux d'intérêt moyen sur la facilité de prêt marginal a diminué, s'établissant à 5,58 contre 6,86%, suite à la baisse du taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé (2,58 contre 3,86%).

Graphique 10: Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)



Le taux d'intérêt moyen sur l'encours des crédits a légèrement augmenté, s'établissant à 16,31% à fin juin 2018 contre 15,97% à fin mars 2018 et s'est stabilisé par rapport à la même période de 2017 (16,3%). Par contre, le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués a baissé au cours du deuxième trimestre 2018, se fixant à 15,32% contre 17,32% au trimestre précédent et 16,75% à la même période de 2017.

Graphique 11 : Taux débiteur et créateur moyens (en %)



Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, le taux créateur moyen a légèrement augmenté (6,17 contre 5,59%). Cette hausse a concerné les taux d'intérêt sur les dépôts à terme (6,94 contre 6,51%), les comptes à vue rémunérés (3,54 contre 3,11%), les comptes sur livret (5,46 contre 4,62%) et les bons de caisse (4,8 contre 4,34%). Par rapport à la même période de 2017, le taux créateur n'a pas varié.

2.4.2. Base monétaire

La base monétaire s'est accrue de 6,7% d'un trimestre à l'autre. Elle s'est établie à 553.180,1 MBIF à fin juin 2018 contre 518.671,2 MBIF à fin mars 2018, suite à l'augmentation des avoirs intérieurs (+4,1%) et des avoirs extérieurs nets (+3,2%). S'agissant de ses composantes, l'augmentation a principalement concerné les billets et pièces en circulation (+10,7%).

Tableau 9: Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	juin-17	mars-18	juin-18	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	301 775,5	302 042,8	334 282,7	10,7	10,8
Dépôts des banques et microfinances	114 345,2	164 348,2	165 422,9	0,7	44,7
Dépôts des établissements financiers	2 615,4	1 222,4	1 303,4	6,6	-50,2
Dépôts divers	48 889,4	51 057,8	52 171,1	2,2	6,7
Base monétaire = Contreparties	467 625,5	518 671,2	553 180,1	6,7	18,3
Avoirs extérieurs nets	-140 477,0	-180 504,6	-174 715,9	3,2	-24,4
Avoirs intérieurs nets	608 102,5	699 175,8	727 896,0	4,1	19,7
-Créances nettes sur l'Etat	542 983,6	484 199,4	412 542,6	-14,8	-24,0
-Autres postes nets	65 118,9	214 976,4	315 353,4	46,7	384,3

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 18,3% en liaison avec l'augmentation des avoirs intérieurs (+19,7%). Cette hausse a concerné les dépôts des banques et microfinances (+44,7%) et les billets et pièces en circulation (+10,8%).

L'analyse en termes de contribution à la variation trimestrielle de la base monétaire révèle que l'augmentation a été d'origine, à la fois, interne (5,5 points de pourcentage) et externe (1,1 points de pourcentage). En glissement annuel, l'augmentation a été d'origine interne (25,6 points de pourcentage), les avoirs extérieurs nets ayant exercé une incidence restrictive (-7,3 point de pourcentage).

Tableau 10 : Contributions à la variation de la base monétaire à fin juin 2018.

	Par rapport à mars 2018	Par rapport à juin 2017
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	1,1	-7,3
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	5,5	25,6
dont: -Créances nettes sur l'Etat	-13,8	-27,9
-Autres postes nets	19,3	53,5
Base monétaire	6,7	18,3

Source : BRB

2.4.3. Masse monétaire et ses contreparties

Par rapport au trimestre précédent, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 4,5% à fin juin 2018, se situant à 1.637,0 contre 1.566,2 Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur la circulation fiduciaire hors banques (+13,2%), les dépôts à vue (+4,1%) et les placements à terme et d'épargne (+4,0%), tandis que les avoirs en devises des résidents ont baissé(-5,3%).

L'augmentation trimestrielle de la masse monétaire a résulté de la hausse des avoirs intérieurs nets (+101.855,2 MBIF ou +5,9%) tandis que les avoirs extérieurs nets ont diminué (-31.002,4 MBIF ou -18,3%). La progression des avoirs intérieurs nets a concerné l'endettement net de l'Etat (+56.099,8 MBIF) et les créances sur l'économie (+56.618,2 MBIF).

Tableau 11 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)

	juin-17	déc-17	mars-18	juin-18	Variation (en %)	
					Trimestrielle	Annuelle
M3	1 417 053,1	1 501 336,1	1 566 158,0	1 637 010,8	4,5	15,5
AEN	-153 117,4	-149 085,4	-169 690,1	-200 692,5	-18,3	-31,1
AIN	1 570 170,5	1 650 421,5	1 735 848,1	1 837 703,3	5,9	17,0
-Crédit intérieur	1 881 479,3	2 007 146,0	2 045 580,1	2 153 298,1	5,3	14,4
Créances nettes sur l'Etat	1 010 411,0	1 114 204,4	1 136 698,3	1 192 798,1	4,9	18,1
Créances sur l'économie	871 068,3	892 941,6	908 881,8	960 500,0	5,7	10,3
-Autres postes nets	-311 308,8	-356 724,5	-309 732,0	-315 594,8	1,9	1,4

Source : BRB

En glissement annuel, la masse monétaire a augmenté de 15,5%, passant de 1.417,1 à 1.637,0 Mds de BIF. Cette hausse a concerné les dépôts à vue (+14,9%), les placements à terme et d'épargne (+23,5%), les avoirs en devises des résidents (+15,2%) et la circulation fiduciaire hors banques (+8,0%). S'agissant de ses contreparties, la hausse a concerné le crédit intérieur (+14,4%), les avoirs extérieurs nets ayant diminué (-31,1%).

Tableau 12 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin juin 2018

	Par rapport à mars 2018	Par rapport à juin 2017
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	-2,0	-3,4
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	6,5	18,9
dont: -Crédit Intérieur	6,9	19,2
-Autres Postes Nets	-0,4	-0,3
Masse monétaire	4,5	15,5

Source : BRB

La progression de la masse monétaire a été d'origine interne aussi bien en glissement trimestriel (6,5 points de pourcentage) qu'en glissement annuel (18,9 points de pourcentage).

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

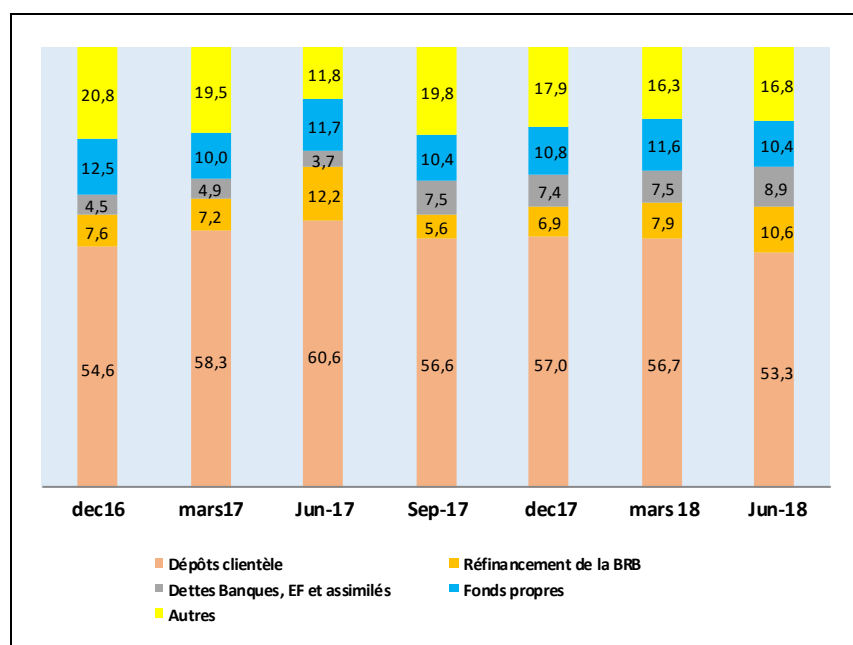
A fin juin 2018, le total bilan du secteur bancaire a augmenté de 21,4% en glissement annuel et de 7,2% en glissement trimestriel. Les dépôts et le portefeuille crédits ont également augmenté. Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées. Tous les principaux indicateurs de rentabilité de ce secteur se sont améliorés.

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

2.5.1.1. Principales ressources

Le total des dépôts a augmenté de 0,7% à fin juin 2018, s'établissant à 1.294,05 contre 1.284,5 Mds de BIF à fin mars 2018. Comparé à la même période de 2017, le total des dépôts a progressé de 8,9%. Malgré cette augmentation, l'encours du refinancement de la Banque Centrale s'est accru d'un trimestre à l'autre, passant de 170.466,8 à 258.387,0 MBIF. A la même période de 2017, l'encours du refinancement s'établissait à 75.531,6 MBIF.

Graphique 12 : Répartition des ressources (en %)

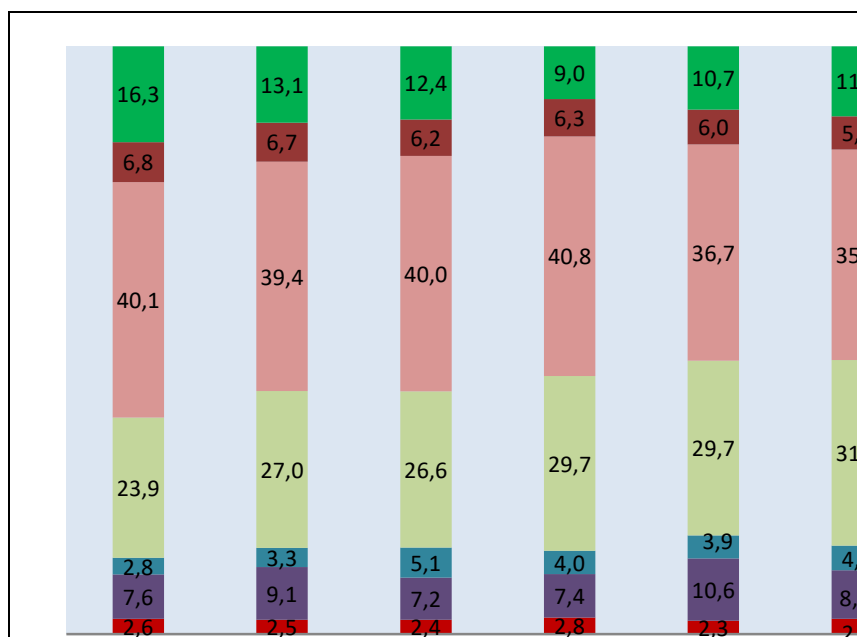


Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

Les emplois du secteur bancaire sont essentiellement constitués de crédits à l'économie et des titres du Trésor qui représentent respectivement 36,7 et 33,1% du total actif. L'encours des titres du Trésor détenus par les banques a augmenté de 12,1% d'un trimestre à l'autre (802.706,2 contre 716.145,6 MBIF). En glissement annuel, l'encours des titres du Trésor a augmenté de 54,3%. Les crédits à l'économie ont augmenté de 10,0% d'un trimestre à l'autre, passant de 810.756,2 à 892.120,2 MBIF et de 10,5% par rapport à la même période de 2017.

Graphique 13 : Répartition des emplois (en %)

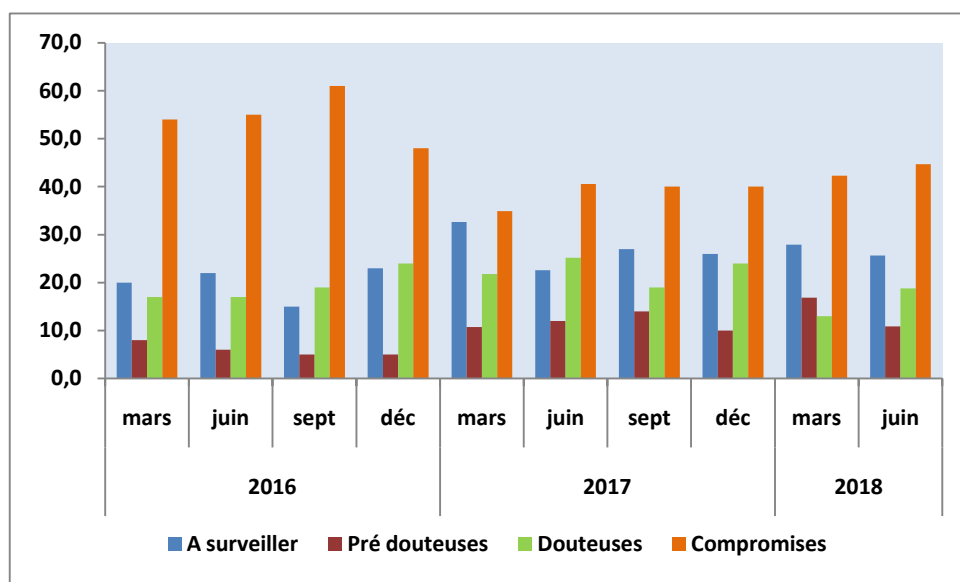


Source: BRB

2.5.2. Qualité du portefeuille crédits

Le taux des créances impayées a diminué de 4,2 points de pourcentage, s'établissant à 17,8 contre 22,0% au trimestre précédent. Par contre, il a légèrement augmenté par rapport à la même période de l'année précédente (17,3%).

Graphique 14 : Créances impayées par classe (en %)

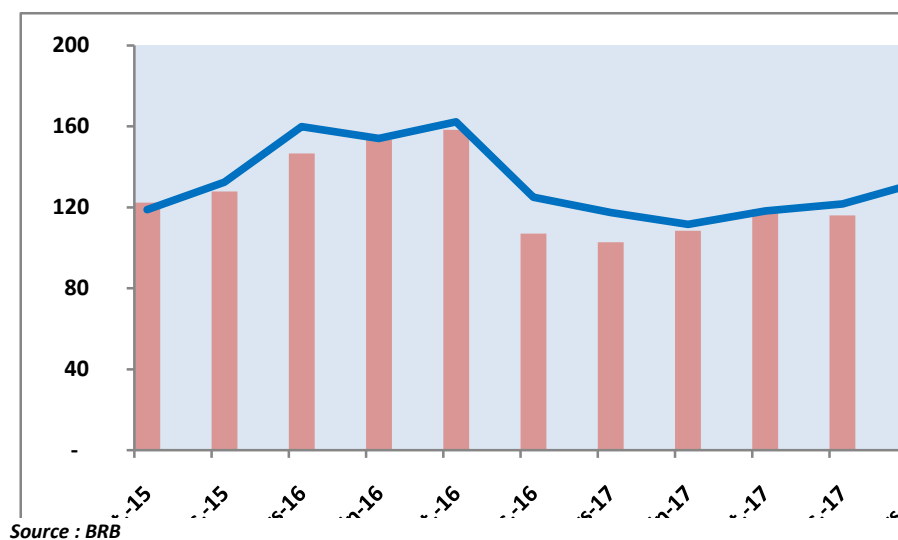


Source : BRB

L'analyse des créances par classe montre qu'à fin juin 2018, les créances à surveiller et les créances compromises représentaient respectivement 25,7% et 44,7% des créances impayées

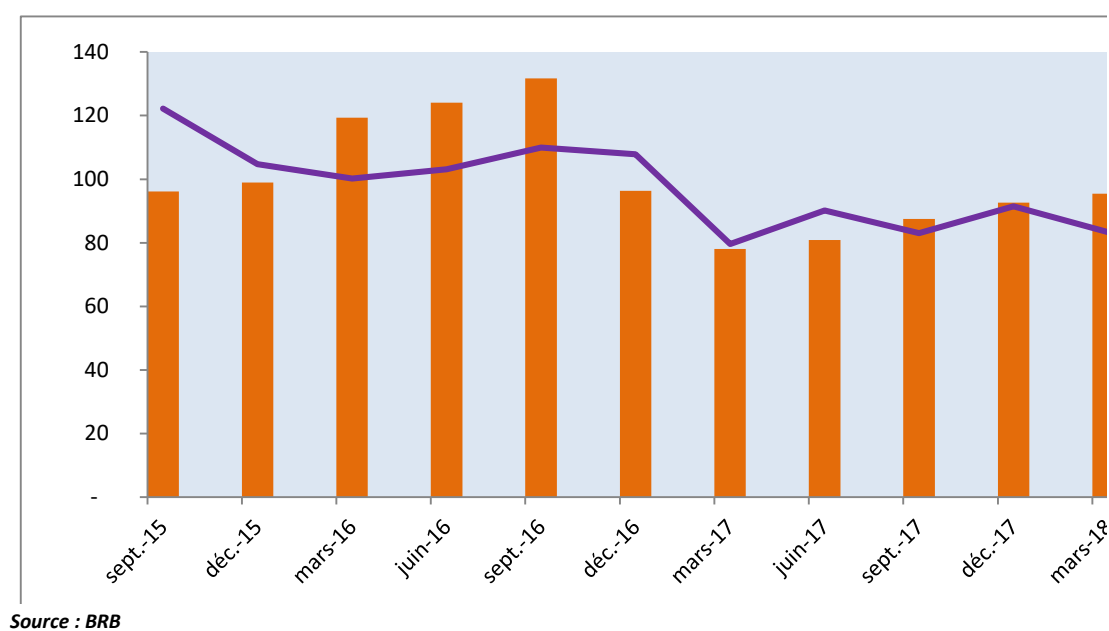
contre 27,9% et 42,3% à fin mars 2018, tandis qu'elles étaient respectivement de 22,6% et 40,6% à la même période de l'année précédente. Par rapport à la même période de 2017, le ratio des prêts non performants s'est presque stabilisé (13,3% contre 13,4%) en raison de la diminution des créances douteuses.

Graphique 15 : Evolution des prêts non performants



Suite à l'augmentation des créances impayées, les banques ont constitué des provisions pour se prémunir contre le risque crédit, ces dernières ont augmenté de 18,8% en glissement annuel (96.109,0 contre 80.874,3 MBIF) et de 0,7% par rapport au trimestre précédent.

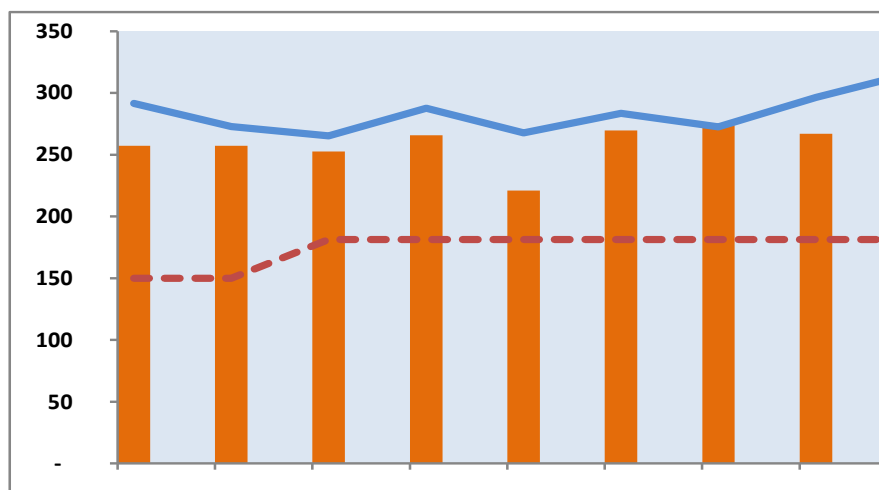
Graphique 16 : Evolution des provisions et taux de couverture



2.5.3. Adéquation du capital

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté à fin juin 2018, et par conséquent le ratio de solvabilité globale s'est établi à 24,4 contre 25,3% à fin mars 2018, largement supérieur au minimum réglementaire de 14,5%.

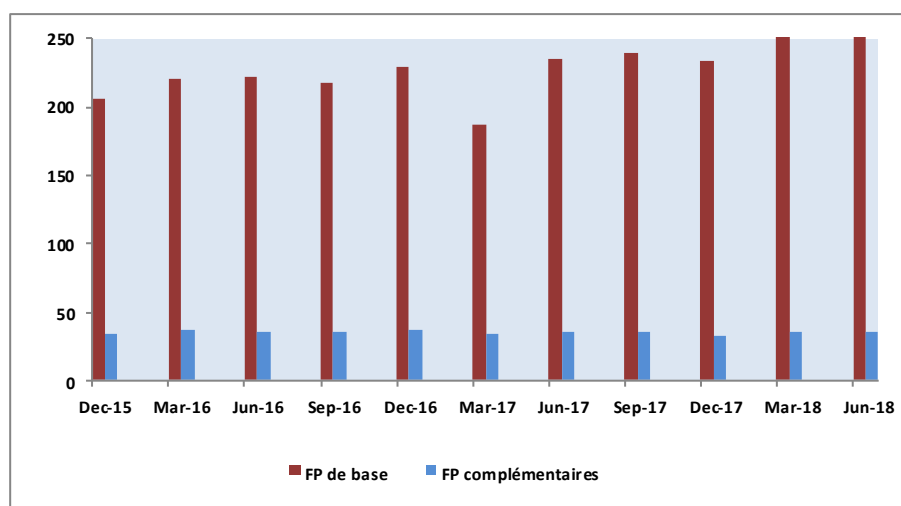
Graphique 17 : Evolution des fonds propres



Source : BRB

Les fonds propres ont augmenté de 12,5% en glissement annuel, passant de 269,7 à 303,4 Mds de BIF, en liaison avec l'incorporation des résultats des banques de l'exercice 2017, et ont augmenté de 3,0% par rapport au trimestre précédent.

Graphique 18 : Composition des fonds propres (en Mds de BIF)



Source : BRB

En glissement annuel, le ratio des fonds propres de base a augmenté, s'établissant à 21,6 contre 19,7% et est largement supérieur à la norme réglementaire de 12,5%. D'un trimestre à l'autre, il a diminué de 0,6 point de pourcentage.

2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire

En glissement annuel, le produit net bancaire s'est accru de 24,9%, passant de 81.264,3 à 101.489,0 MBIF à fin juin 2018, suite principalement à l'augmentation du total des commissions et intérêts bancaires. Le résultat net des établissements de crédit a également augmenté (+45%), passant de 21.663,0 à 31.416,9 MBIF. De même, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) se sont améliorés à fin juin 2018, s'établissant à 1,3 et 10,4% contre 1,1 et 8,0% respectivement.

3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Par rapport au trimestre précédent, la croissance économique a légèrement progressé au deuxième trimestre 2018 dans les principaux pays de l'OCDE. Toutefois, par rapport au même trimestre en 2017, elle a légèrement fléchi en rapport avec les tensions commerciales entre les Etats Unis et ses principaux partenaires commerciaux. Le commerce mondial a pâti de ces tensions et conflits commerciaux entre les principaux pays avancés. L'inflation a augmenté en rapport avec la forte hausse du prix du baril de pétrole.

Selon les prévisions du FMI de juillet 2018, la croissance économique mondiale se maintiendrait à 3,9% en 2018 comme initialement prévue, mais elle reste divergente entre les pays avancés d'une part, et entre les pays émergents et en développement d'autre part, selon l'influence de la montée du prix du pétrole sur l'activité économique.

Dans la Communauté Est Africaine, la croissance est restée robuste au cours du deuxième trimestre 2018 en liaison avec la bonne production agricole, les investissements publics en infrastructures et les investissements directs étrangers en télécommunication et en exploration et extraction pétrolière. Au niveau de la conjoncture économique nationale, les principales productions du secteur réel notamment la production vivrière, les apports du café et la récolte du thé se sont accrues, ce qui explique la forte baisse de l'inflation et la faible dépréciation de la monnaie. Les principaux indicateurs du secteur bancaire se sont améliorés, les dépôts et les crédits à l'économie ont progressé. Le secteur bancaire est resté suffisamment capitalisé, solvable et rentable.

Pour encourager les banques commerciales à financer davantage l'activité économique, la BRB a maintenu au cours du second trimestre 2018 la politique d'assouplissement des conditions de refinancement. Les mesures prises au cours de cette période consistaient à :

1. Fournir aux banques la liquidité nécessaire au financement de l'économie;
2. Maintenir l'échéance de 7 jours pour les apports de liquidité ;
3. Financer la campagne café 2017/2018 à un taux fixe de 2% pour une maturité de 28 jours ;
4. Poursuivre les interventions sur le marché interbancaire de devises pour faciliter les importations des produits prioritaires.

En perspective, la BRB ajustera ces mesures compte tenu de l'évolution économique et financière du pays.

ANNEXES

Annexe 1 : PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur primaire	497,9	488,0	495,5	489,8	507,3
Agriculture vivrière	442,2	427,4	435,0	424,1	436,8
Agriculture d'exportation	18,4	21,3	18,0	17,7	19,6
- Café	3,2	4,9	4,0	5,5	6,4
- Thé	14,2	15,4	13,2	11,4	12,3
- Autres cultures d'exportation	1,0	1,0	0,8	0,8	0,9
Forêt	11,9	13,4	15,1	16,7	18,5
Elevage	22,4	22,5	23,4	26,9	27,5
Pêche	3,0	3,4	3,9	4,3	4,9
Secteur secondaire	315,7	290,2	295,5	290,0	301,3
Extraction	8,4	7,9	7,8	8,5	10,2
Industries	211,9	192,3	191,6	188,1	194,5
- Industries agroalimentaires	155,7	143,1	141,4	142,8	144,9
- Industries Manufacturières	56,2	49,2	50,2	45,3	49,6
- Industries textiles	4,3	3,9	3,7	3,5	3,6
- Autres industries manufacturières	51,9	45,3	46,5	41,8	46,0
Electricité, gaz et eau	7,9	7,5	7,3	7,1	8,5
Construction	87,5	82,5	88,9	86,3	88,0
Secteur tertiaire	784,4	829,2	867,1	899,8	938,2
Commerce	79,4	68,5	67,8	69,2	71,3
Transport et communication	67,6	73,4	62,3	66,0	70,3
- Transports	15,6	16,8	13,1	13,4	13,8
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	52,0	56,6	49,2	52,6	56,5
Banques et Assurances	98,2	100,0	104,0	111,2	123,5
Hébergement, Restaurant et autres services marchands	124,9	114,0	117,5	118,3	120,6
Administration publique	272,9	298,9	346,2	372,2	400,1
Education	195,6	209,1	219,5	230,4	242,7
Santé et action sociale	13,4	14,0	17,8	21,0	23,4
Activités à caractère collectif ou personnel	47,1	54,4	56,4	58,4	61,3
Services domestiques	4,7	5,4	6,2	7,1	8,3
SIFIM	-119,4	-108,7	-130,5	-154,0	-183,3
PIB aux coûts des facteurs	1 598,0	1 607,4	1 658,1	1 679,6	1 746,8
Impôts et Taxes	194,0	177,5	176,4	205,4	213,6
PIB aux prix du marché	1 792,0	1 784,9	1 834,5	1 885,0	1 960,3

Source : MFBCDE

Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
juin-16	3,8	4,0	3,7
juil-16	4,0	4,5	3,5
août-16	6,6	7,7	5,8
sept-16	7,0	8,1	6,3
oct-16	6,0	7,0	5,3
nov-16	7,1	9,1	5,6
déc-16	9,5	13,9	6,0
janv-17	12,9	20,4	7,4
févr-17	20,5	33,3	7,4
mars-17	21,1	34,4	8,5
avr-17	19,6	30,2	9,0
mai-17	18,9	27,8	9,0
juin-17	15,1	20,8	8,4
juil-17	13,6	18,8	7,1
août-17	13,9	22,6	5,6
sept-17	15,4	23,9	7,4
oct-17	17,6	28,1	9,0
nov-17	15,4	22,2	7,8
déc-17	10,0	9,5	8,4
janv-18	6,1	3,2	7,9
févr-18	-1,3	-8,7	8,5
mars-18	-2,6	-11,0	8,3
avr-18	-1,7	-9,6	8,5
mai-18	-1,0	-8,7	8,8
juin-18	-0,4	-7,9	8,8

Source : BRB sur base des données de l'ISTEEBU

Annexe 3 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes	Dons	Recettes et Dons	Dépenses	Solde global
juin-16	60 148,7	11 341,8	71 490,5	76 846,7	-5 356,2
juil-16	50 971,9	3 203,4	54 175,2	71 991,2	-17 815,9
août-16	55 808,9	4 202,5	60 011,4	73 289,7	-13 278,4
sept-16	63 489,3	10 797,4	74 286,7	101 298,7	-27 012,0
oct-16	47 249,9	12 755,9	60 005,8	102 470,2	-42 464,4
nov-16	55 678,3	15 941,6	71 619,8	101 647,3	-30 027,5
déc-16	59 232,6	21 314,8	80 547,4	110 352,1	-29 804,7
janv-17	53 627,7	7 058,3	60 686,0	64 415,6	-3 729,6
févr-17	51 656,9	10 991,7	62 648,5	84 274,1	-21 625,6
mars-17	73 064,8	13 243,6	86 308,4	87 906,1	-1 597,8
avr-17	51 144,7	9 769,6	60 914,3	98 016,5	-37 102,2
mai-17	54 415,7	8 886,7	63 302,4	87 125,3	-23 822,9
juin-17	65 194,3	22 169,0	87 363,3	88 592,8	-1 229,5
juil-17	67 742,9	11 005,5	78 748,4	87 554,4	-8 806,0
août-17	72 246,7	9 317,2	81 563,9	113 343,3	-31 779,4
sept-17	69 515,0	8 503,2	78 018,2	82 670,9	-4 652,7
oct-17	60 683,3	16 279,2	76 962,5	124 142,8	-47 180,3
nov-17	65 298,0	8 264,8	73 562,8	79 101,3	-5 538,4
déc-17	69 552,5	13 024,2	82 576,7	131 400,0	-48 823,2
janv-18	62 945,1	9 475,4	72 420,5	72 322,6	98,0
févr-18	58 578,4	24 358,3	82 936,7	128 496,3	-45 559,6
mars-18	90 994,6	18 147,3	109 141,9	107 614,4	1 527,4
avr-18	65 134,6	17 173,8	82 308,4	96 051,6	-13 743,2
mai-18	63 096,8	19 297,1	82 393,9	119 503,6	-37 109,7
juin-18	75 254,2	31 153,2	106 407,4	151 436,3	-45 028,9

Source : MFBCDE

Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

	Dette intérieure			Dette extérieure	Dette Publique Totale
	Avances de la BRB	Bons et obligations	Total		
juin-16	650 423,6	475 292,9	1 178 665,3	730 813,1	1 909 478,37
juil-16	646 289,0	493 502,0	1 193 872,2	727 209,5	1 921 081,71
août-16	636 965,6	508 501,5	1 193 198,6	732 683,7	1 925 882,29
sept-16	644 432,0	527 286,3	1 218 538,7	736 607,0	1 955 145,74
oct-16	660 707,0	536 420,8	1 248 380,0	729 004,8	1 977 384,84
nov-16	689 148,0	551 790,1	1 294 023,7	727 220,8	2 021 244,49
déc-16	752 299,8	584 745,3	1 374 144,6	724 630,8	2 098 775,42
janv-17	708 968,9	583 970,9	1 329 880,3	730 756,4	2 060 636,72
févr-17	720 858,9	613 931,0	1 373 318,0	734 769,9	2 108 087,89
mars-17	741 269,6	627 821,5	1 417 624,4	729 097,9	2 146 722,22
avr-17	733 398,9	643 307,1	1 421 358,6	718 755,2	2 140 113,73
mai-17	748 696,4	660 063,7	1 454 777,5	747 209,9	2 201 987,35
juin-17	748 813,6	676 889,0	1 466 639,3	754 428,4	2 221 067,66
juil-17	732 104,3	676 920,9	1 449 886,8	760 152,9	2 210 039,70
août-17	730 342,1	709 627,0	1 484 285,3	770 343,8	2 254 629,13
sept-17	713 443,5	731 279,5	1 488 664,1	774 953,0	2 263 617,05
oct-17	741 876,6	735 555,4	1 517 163,4	773 687,4	2 290 850,81
nov-17	747 014,0	750 243,2	1 529 783,7	775 221,7	2 305 005,34
déc-17	787 208,1	829 763,9	1 647 833,5	778 292,4	2 426 125,93
janv-18	745 506,8	839 987,2	1 616 355,3	788 053,9	2 404 409,27
févr-18	745 661,6	860 401,8	1 635 451,4	789 926,2	2 425 377,59
mars-18	737 539,1	890 327,3	1 657 190,3	790 412,4	2 447 602,70
avr-18	715 697,6	916 907,0	1 662 527,3	803 786,0	2 466 313,30
mai-18	714 813,1	944 719,0	1 690 761,6	794 721,6	2 485 483,21
juin-18	780 458,1	986 452,3	1 798 139,9	795 420,4	2 593 560,29

Source : BRB et MFBCDE

Annexe 5 : Réserves des banques (en MBIF)

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
juin-16	93 245,7	92 597,1
juil-16	86 858,2	108 221,7
août-16	91 506,9	107 836,1
sept-16	87 837,5	113 432,6
oct-16	109 620,6	105 761,6
nov-16	107 733,7	98 571,3
déc-16	128 013,2	100 522,7
janv-17	128 121,5	85 130,5
févr-17	128 818,8	89 580,0
mars-17	133 496,9	93 971,8
avr-17	152 138,5	97 130,4
mai-17	141 232,6	94 778,2
juin-17	118 531,9	76 500,5
juil-17	95 342,0	101 518,0
août-17	115 927,0	118 005,0
sept-17	121 733,0	113 145,0
oct-17	125 576,0	123 451,0
nov-17	129 441,0	117 240,0
déc-17	157 967,0	130 194,0
janv-18	172 260,0	154 539,0
févr-18	170 882,0	168 632,0
mars-18	167 621,0	171 915,0
avr-18	143 711,0	211 263,0
mai-18	164 888,0	240 642,0
juin-18	153 401,0	261 700,0

Source : BRB

Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
juin-16	-	8,92	3,14	5,92
juil-16	5,00	8,84	3,18	5,84
août-16	-	7,98	3,14	4,98
sept-16	3,50	7,79	3,09	4,79
oct-16	3,50	7,55	2,98	4,55
nov-16	3,85	6,80	2,55	3,80
déc-16	-	7,64	2,38	4,64
janv-17	3,12	7,91	2,40	4,91
févr-17	5,18	8,50	3,72	5,50
mars-17	6,00	9,01	4,92	6,01
avr-17	6,00	7,96	5,36	4,96
mai-17	5,50	7,17	3,85	4,165
juin-17	4,20	7,14	2,92	4,135
juil-17	5,14	6,98	3,34	3,98
août-17	4,32	7,45	2,70	4,45
sept-17	4,21	7,92	2,73	4,92
oct-17	-	8,19	2,52	5,19
nov-17	4,08	8,25	2,50	5,25
déc-17	4,00	7,13	2,79	4,13
janv-18	3,77	7,02	2,75	4,02
févr-18	3,64	6,98	2,54	3,98
mars-18	-	6,59	2,84	3,59
avr-18	-	6,16	3,19	3,16
mai-18	4,45	5,51	3,57	2,51
juin-18	4,17	5,07	3,82	2,07

Source : BRB

Annexe 7 : Indicateurs d'activité du secteur bancaire (en MBIF)

	Jun-17	Mar-18	Jun-18	var trim	var ann
I. EMPLOIS	2 000 480,2	2 265 051,8	2 428 233,5	7,2	21,4
Principaux emplois	1 624 237,9	1 865 769,4	2 010 428,8	7,8	23,8
a. Actifs Liquides	817 112,3	1 055 013,2	1 118 308,6	6,0	36,9
. Caisse	49 187,5	59 286,9	57 500,1	(3,0)	16,9
. B.R.B.	144 820,7	187 058,4	166 804,2	(10,8)	15,2
. Avoirs auprès des banques et assimilés	102 938,7	92 522,3	91 298,1	-1,3	-11,3
.Bons, Obligations du Trésor	520 165,4	716 145,6	802 706,2	12,1	54,3
b. Crédits	807 125,6	810 756,2	892 120,2	10,0	10,5
. Court terme	444 937,1	435 752,3	461 142,0	5,8	3,6
. Moyen terme	228 781,0	211 194,6	266 801,0	26,3	16,6
. Long terme	133 407,5	163 809,3	164 177,2	0,2	23,1
. Crédits bail	-	-	-	-	-
. Autres crédits	-	-	-	-	-
Emplois Immobilisés	140 668,2	178 278,1	129 758,3	-27,2	-7,8
Autres	235 574,1	128 110,4	288 046,4	124,8	22,3
II. RESSOURCES	2 000 480,2	2 265 051,8	2 428 233,5	7,2	21,4
Principales ressources	1 495 723,0	1 634 156,8	1 768 767,9	8,2	18,3
. Clientèle	1 187 802,3	1 284 518,8	1 294 049,2	0,7	8,9
<i>dont: dix grands dépôts</i>	339 317,7	533 274,0	524 560,1	-1,6	54,6
. Refinancement auprès B.R.B.	75 531,6	170 466,8	258 387,0	51,6	242,1
. Autres	-	-	-	-	-
.Dettes envers les banques et assimilés	232 389,1	179 171,2	216 331,7	20,7	-6,9
<i>dont : Résidents</i>	171 493,8	111 208,4	113 294,8	1,9	-33,9
Capital et réserves	250 480,4	251 128,9	252 261,3	0,5	0,7
Autres	254 276,8	379 766,1	407 204,3	7,2	60,1
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE					
Adéquation des fonds propres					
.Fonds propres de base nets (en MBIF)	234 882,3	258 896,3	268 378,9	3,7	14,3
.Fonds propres (en MBIF)	269 701,5	294 535,5	303 401,4	3,0	12,5
.Risques pondérés	1 189 912,0	1 164 506,9	1 244 866,2	6,9	4,6
.Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	19,7	22,2	21,6		
.Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	22,7	25,3	24,4		
.Ratio de levier (norme 7%)	12,8	13,3	12,0		
Qualité et concentration des crédits					
Grands risques	147 134,7	141 112,4	155 091,0	9,9	5,4
Créances à surveiller	31 019,3	49 674,4	40 841,4	-17,8	31,7
Créances Non performantes	108 470,3	128 603,7	118 250,8	-8,1	9,0
Impayés	139 489,6	178 278,1	159 092,2	-10,8	14,1
Dépréciations	80 874,3	95 465,5	96 109,0	0,7	18,8
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	40,3	35,8	36,7	2,6	-8,9
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (*)	28,1	34,0	35,3		25,7
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (*)	249,2	303,8	331,7		33,1
Taux des prêts non performants	13,4	15,9	13,3		
Taux d'impayés	17,3	22,0	17,8		
Taux de provisionnement (en %)	74,6	74,2	81,3		
.Grands risques/Total crédits bruts (en %)	18,2	17,4	17,4		
Liquidité					
.Coefficient de liquidité en BIF	52,7	61,1	60,2		
.Coefficient de liquidité en devises	112,8	99,2	124,7		
Total crédits/total dépôts	68,0	63,1	68,9		
Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés	166,1	142,4	149,1		
Dix gros dépôts/Total dépôts	28,6	41,5	40,5		
Rentabilité et performance					
Résultat avant impôt	24 522,2	17 743,1	34 538,8	94,7	40,8
Résultat net de l'exercice	21 663,0	16 019,1	31 416,9	96,1	45,0
Produit Net Bancaire	81 264,3	49 277,5	101 489,0	106,0	24,9
ROA	1,1	0,7	1,3		
ROE	8,0	5,4	10,4		
Créances à surveiller	32 418,1	49 674,4	40 841,3	-17,8	26,0
Prédouteuses	16 740,7	29 990,2	17 230,2	-42,5	2,9
Douteuses	35 140,9	23 098,0	29 880,1	29,4	-15,0
Compromises	56 589,2	75 515,4	71 140,4	-5,8	25,7

Source : BRB